

# POPULATION ET TRAVAIL

## Dynamiques démographiques et activités

*Colloque international d'Aveiro  
(Portugal, 18-23 septembre 2006)*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE  
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France)  
<http://www.aidelf.org> – Courriel : [aidelf-colloque2006@ined.fr](mailto:aidelf-colloque2006@ined.fr)

# Les migrations de travail dans les stratégies de diversification des revenus dans le milieu rural malgache. Étude de la commune d'Ampitatafika

---

**Anne-Pascaline Briet**

Université de Paris 5, Popinter

**Bénédicte Gastineau**

IRD - LPED

## Introduction

Le devenir des agriculteurs est un enjeu central de l'avenir de Madagascar du fait de leur poids démographique mais aussi des multiples facettes que revêt l'agriculture et notamment l'agriculture familiale : sécurité alimentaire, emploi, occupation et aménagement de l'espace, gestion des ressources naturelles, etc. De plus, l'agriculture a aussi des dimensions socioculturelles qui sont aujourd'hui structurantes du monde rural : les pratiques agricoles reposent sur un système de genre, de réseaux sociaux, de relations entre les générations.

Force est de constater qu'actuellement dans certaines zones rurales de Madagascar, l'agriculture ne permet plus aux familles de subvenir à leurs besoins fondamentaux et face à un contexte économique et social en mutation, les familles se tournent vers d'autres activités plus ou moins en lien avec l'agriculture. La très faible monétarisation du secteur agricole – une part importante des agriculteurs consomment leur production et ne mettent sur le marché qu'une quantité négligeable de leurs produits – pousse les ménages ruraux à chercher d'autres activités afin de faire face à leurs besoins monétaires pour leur survie quotidienne (achat des produits de première nécessité tels que le savon, l'huile, etc.) ou pour faire face aux dépenses de santé, de scolarisation, de déplacements.

Cependant, les familles qui vivent en zone rurale restent dans leur quasi-totalité des agriculteurs. Très rares sont ceux qui abandonnent l'agriculture totalement pour se tourner vers d'autres activités. Les familles pratiquent plus volontiers la diversification des sources de revenus. Le maintien d'une activité agricole permet d'assurer une certaine sécurité alimentaire et d'assurer un emploi aux membres du ménage qui n'en trouveraient pas sur le marché des emplois salariés très restreint dans le monde rural malgache.

À Madagascar, comme ailleurs en Afrique sub-saharienne, « Les familles rurales ressemblent de plus en plus à des conglomerats en miniature hautement diversifiés » (Cain, Mc Nicoll, 1988, p.105). La diversification des revenus et des activités des paysans n'est ni une spécificité malgache ni même une stratégie nouvelle. Ces stratégies pour les ménages ruraux des pays pauvres consistent en l'adaptation continue d'un portefeuille d'activités qui varient dans leur nature (saliariat agricole, artisanat, services de proximité, commerce, etc.) et aussi dans leur localisation (zone de résidence, autre zone rurale, zone urbaine, pays étrangers).

Cette diversification peut être interprétée de deux façons : soit elle est analysée comme une nécessité économique, une stratégie de survie, soit elle est un choix volontaire des individus dans une perspective de développement de leurs activités agricoles (les revenus non agricoles permettent des investissements dans l'exploitation agricole) ou de promotion sociale en investissant dans des biens autres que les produits de première nécessité (les revenus permettent d'acquérir des biens de consommation tels que la télévision, le frigidaire ou de financer les études des enfants, etc.) (Ellis, 2000).

Bien évidemment, les stratégies de diversification des revenus des ménages ruraux s'inscrivent dans un champ des possibles qui est limité par les caractéristiques du ménage (capital humain, économique, etc.) et par le contexte socioéconomique (marché du travail localement, en migration, législation du travail des enfants, etc.).

En Afrique, dans les choix de diversification des revenus, les migrations tiennent une place importante. Dans le cas du Togo, par exemple, Vignikin (2000) observe chez les familles rurales des stratégies d'ajustement qui consistent à « adapter la taille du noyau résident du ménage aux ressources disponibles en transférant – par les biais des émigrations – certains membres vers les secteurs urbains » (p.11). La migration joue donc un double rôle. D'une part, dans les ménages les plus pauvres, où la fécondité et la taille des ménages sont élevées, elle permet de diminuer le nombre de « bouches à nourrir » : Locoh (1988) écrit à propos de l'Afrique sub-saharienne « ...la solution de la migration se substitue à la solution du contrôle des naissances... » (p.470). D'autre part, la migration permet d'avoir accès à des revenus dans des activités non disponibles localement comme par exemple les emplois industriels. Comme le souligne Reardon (1994), en milieu rural africain, on peut donc distinguer deux grands types de diversification : la diversification introvertie (orientée vers des activités locales hors exploitation agricole familiale) et une diversification extravertie (orientée en partie vers des activités en migration). Dans l'un et l'autre cas, dans certaines régions africaines, la place de l'agriculture dans les revenus des ruraux peut être si marginale que le milieu rural occupe d'abord une fonction d'accueil et une fonction de « filet de sécurité » (Bélière et al., 2002).

Il a été montré maintes fois que les migrations ne concernent pas de la même façon tous les individus : selon l'âge, le sexe, le niveau d'études, la propension à migrer varie. Les ménages font des choix en terme de division du travail qui se traduisent par une spécialisation des tâches et activités. Selon leurs caractéristiques, les individus ont en charge les tâches domestiques, sont réservés au travail agricole familial, sont voués au marché de l'emploi local ou sont envoyés en migration. Il a souvent été observé par exemple que dans des contextes où la rentabilité de l'agriculture familiale est faible, la main-d'œuvre des plus petites exploitations se féminise. Ces petites exploitations se reproduisent grâce à la gratuité du travail des femmes. Elles prennent le relais des hommes dans les activités que ces derniers jugent « trop pénibles et peu rentables » tandis que les hommes aspirent à des emplois salariés et plus qualifiés qu'ils trouveront notamment en ville (Lamari, Schünrings, 1999, p.230).

L'étude présentée ici traite de la place des migrations dans la diversification des revenus des ménages ruraux dans une commune rurale de Madagascar. La libéralisation de l'économie, engagée depuis 1985, n'a pas eu, sur la production agricole, les effets incitatifs attendus. Les rendements agricoles ont stagné, voire régressé pour certaines productions. Si on a pu voir une relative amélioration de l'économie malgache vers le début des années 1990, le secteur agricole n'y a pas participé (Paternostro et al., 2001) et les exploitants agricoles sont nombreux à s'être appauvris depuis 1990. L'agriculture reste pourtant le premier secteur économique du pays et la quasi-totalité de la population rurale, soit 75% de la population, à une activité agricole. Madagascar fait partie des pays d'Afrique sub-saharienne encore nombreux où population rurale et population agricole<sup>1</sup> se confondent (FAO, faostat). Les ruraux restent avant tout des agriculteurs. Cependant face à des contraintes multiples (saturation foncière, productivité en stagnation, accès limité au crédit, aux intrants, etc.), les ménages ruraux vont chercher des sources de revenus autres que ceux issus de leur exploitation agricole familiale. On observe même une spécialisation des ménages les plus

---

<sup>1</sup> La population agricole est définie comme l'ensemble des personnes qui vivent de l'agriculture, de la chasse, de la pêche ou de la foresterie. Cette estimation comprend toutes les personnes exerçant une activité agricole ainsi que les inactifs à leur charge.

pauvres dans le salariat agricole (Gondard, 2005). La diversification des revenus est une pratique fréquente dans les familles dont le capital foncier ne leur permet plus de vivre correctement ou de dégager des revenus monétaires dans une société où des besoins nouveaux apparaissent (scolarisation des enfants, santé, etc.). Les familles qui ont des exploitations très petites ne produisent pas suffisamment de riz pour leur consommation, ils sont donc acculés à acheter du riz, dont le prix ces dernières années a considérablement augmenté sur les marchés de consommation.

L'étude présentée ici illustre ce qui a déjà été observé ailleurs dans des contextes changeants, où les usages, les pratiques et les comportements traditionnels deviennent *dysfonctionnels* ou ne permettent plus de faire face aux risques inhérents des activités agricoles, les ménages ont une grande capacité d'adaptation qui passe par de nouvelles stratégies démographiques et économiques que l'on peut observer notamment à travers la diversification des revenus dont la migration est une composante essentielle.

### **Le contexte : la commune rurale d'Ampitatafika**

La commune rurale d'Ampitatafika se situe à 90 kilomètres au sud de la capitale, Antananarivo. La commune est traversée par la RN7, un des principaux axes routiers de l'île, qui relie la capitale aux grandes villes du Sud. Cette zone se caractérise par une densité de la population relativement forte (80 habitants/km<sup>2</sup>), une relative homogénéité entre les habitants tant au niveau socioculturel qu'au niveau économique. La moitié des ménages vivait avec moins de 72 centimes d'euro par jour en 2003<sup>2</sup>, et le revenu moyen ne s'élevait pas à plus de un euro quarante par jour. À l'image du pays, la population de ces villages est très jeune : une personne sur deux a moins de quinze ans. Les ménages comptent en moyenne 4,8 personnes, la famille de type nucléaire est la plus répandue dans cette zone. En dehors de quelques « exceptions », les individus appartiennent tous à la même ethnie, les Merina. Le christianisme, qu'il s'agisse du protestantisme ou du catholicisme, regroupe l'ensemble des ménages de cette zone.

La quasi-totalité des ménages d'Ampitatafika possède une parcelle de terre, mais au fil des héritages les exploitations agricoles se sont morcelées et en 2003, les ménages avaient en moyenne un demi hectare de terres en propriété. La principale culture à Ampitatafika comme ailleurs sur les Hautes Terres est le riz.

---

<sup>2</sup> Enquête référence, programme 4D, 2003.

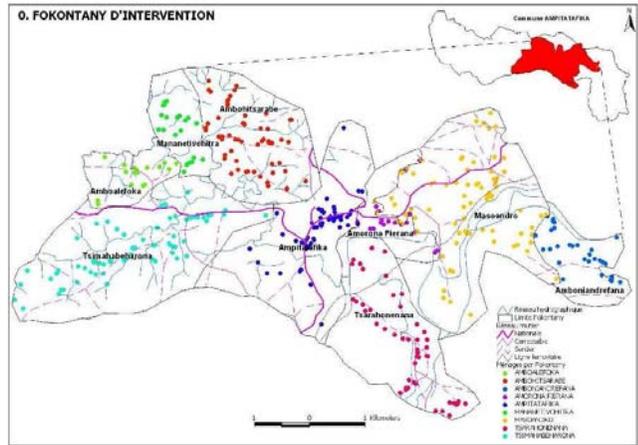
CARTE 1

Localisation de la commune d'Ampitatafika



CARTE 2

Localisation des villages et des ménages enquêtés dans la commune d'Ampitatafika



### Les données

Les données quantitatives présentées sont le résultat d'une enquête menée en milieu rural malgache dans le cadre du programme de recherche 4D (Dynamique Démographique et Développement Durable dans les Hautes Terres malgaches). Cette Enquête Référence s'est déroulée dans la commune d'Ampitatafika du 24 septembre au 31 octobre 2003. La zone d'étude a porté sur neuf villages (carte 2). Les ménages ont été enquêtés de façon exhaustive dans cette zone, nous disposons donc d'un effectif de 1621 ménages. L'enquête a porté sur :

- la composition des ménage : qualité de tous les membres du ménage (âge, sexe, niveau d'études, lieu de naissance, activités économiques) ;
- les activités et les pratiques agricoles (superficie des terres exploitées, spéculation, connaissance et pratique de certaines techniques agricoles, élevage, commercialisation des productions agricoles...) ;
- le partage des activités domestiques et agricoles entre les membres du ménage ;
- les conditions de vie (caractéristiques du logement, revenu, crédit, perception de la pauvreté...) ;
- la mobilité et les migrations, (parcours migratoire et mobilité temporaires, à moyen ou long terme du chef de ménage, migration de ses enfants, causes durées et relations entretenues avec le ménage enquêté...).
- etc.

En plus de ces données quantitatives, une quinzaine d'entretiens semi-directifs ont été menés à différentes périodes, en 2004 et 2005, dans cette même commune. Ils ont été réalisés auprès de migrants de retour, de migrants saisonniers, de parents de d'émigrants ainsi que de personnes représentant les autorités administratives locales. Les questions portaient principalement sur les motifs de départ des migrants.

## Résultats

### Pluriactivité et diversification des revenus à Ampitafika

À Ampitafika, le revenu agricole ne représente qu'une faible part des revenus des ménages : pour 55% des ménages, il ne représente que la moitié ou moins de la moitié du revenu total des 12 mois précédant l'enquête. Vingt-deux pour cent n'ont aucun revenu agricole et 12% ont l'agriculture pour seul revenu (tableau 1). La diversification des activités concerne donc une proportion très importante de la population. Du fait de cette diversification, seul un tiers des ménages déclare l'agriculture ou l'élevage comme première source de revenu (tableau 2).

TABLEAU 1 : RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LES TYPES DE REVENU  
(AGRICULTURE/ ÉLEVAGE ; SALARIAT AGRICOLE ; REVENUS NON AGRICOLES)  
AU COURS DES 12 MOIS PRÉCÉDANT L'ENQUÊTE

Un seul revenu	25,1
Agriculture / élevage	11,5
Salariat agricole	3,6
Autres activités non agricoles	10,0
Deux types de revenus	63,6
Agriculture ou de l'élevage et salariat agricole	22,6
Agriculture ou de l'élevage et activités non agricoles	33,1
Salariat agricole et activités non agricoles	8,4
Trois types de revenu	11,4

Source : Enquête référence, programme 4D, 2003

TABLEAU 2 : RÉPARTITION DES TROIS PREMIÈRES SOURCES DE REVENUS DES MÉNAGES  
AU COURS DES 12 PRÉCÉDANT L'ENQUÊTE

Sources de revenu	Première source de revenu	Deuxième source de revenu	Troisième source de revenu
Agriculture	17,4%	28,0%	31,1%
Élevage	16,7%	31,0%	26,5%
Artisanat	2,2%	1,5%	7,7%
Commerce	12,6%	7,0%	6,0%
Salariat agricole	23,5%	18,1%	15,3%
Salariat privé non agricole	14,6%	6,0%	5,0%
Revenus de la fonction publique	2,5%	0,7%	0,3%
Don, transfert	9,9%	7,0%	7,8%
Autre	0,6%	0,7%	0,3%
Total	100,0%	100,0%	100,0%
Effectifs	1619	1372	717

Source : Enquête référence, programme 4D, 2003

L'activité la plus fréquemment pratiquée dans le cadre de ces stratégies est le salariat agricole. Pourtant pratiquer un emploi de journalier chez un paysan voisin est stigmatisant, les salariés agricoles sont socialement très dévalorisés et on considère que ce sont des emplois réservés aux plus pauvres et particulièrement aux « sans terre ». Mais les sources de revenus

monétaires possibles sont rares dans cette région, surtout pour les ménages qui résident loin des voies de communications. Parmi la population enquêtée de plus de 13 ans, près d'un tiers des individus vendent leur force de travail contre un salaire. Pour une journée d'environ sept heures de travail, la rémunération est de 3 500 Fmg<sup>3</sup> pour les femmes et 5 000 Fmg pour les hommes. Cette activité est pratiquée autant par les hommes que par les femmes. Soixante et un pour cent des salariés agricoles sont âgés de 25 à 49 ans et ce sont plus de 40% des individus de ces classes d'âges qui pratiquent le salariat agricole.

Le nombre de jours travaillés en tant que salarié agricole au cours des 12 mois précédant l'enquête varie selon le sexe. Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à avoir travaillé moins de trente jours que les hommes, respectivement 57,5% et 46,9%. Si l'on considère des semaines de six jours de travail, les hommes ont travaillé en moyenne 11,2 semaines, alors que les femmes ont en moyenne travaillé 9,2 semaines. Plus de 90% des salariés agricoles vendent leur force de travail dans leur village de résidence. Seuls 8% des salariés agricoles vont travailler dans une autre commune autre qu'Ampitatafika, et le plus souvent il s'agit d'une commune proche (tableau 3).

D'autres activités sont possibles localement, activités artisanales principalement qui permettent aux familles d'avoir des revenus non agricoles. Il s'agit de « petits métiers » tels que réparateurs de vélo, fabricants de brique, épiciers, etc.

Quels sont les ménages qui ont des stratégies de diversification des revenus ?

Différentes variables ont été testées grâce à une régression logistique : caractéristiques démographiques du chef de ménages (âge, sexe), caractéristiques du ménage (village de résidence, nombre de membres du ménage), caractéristiques de l'exploitation agricole familiale (superficie des terres exploitées).

De cette analyse, deux variables se distinguent (tableau 4) :

- La première variable est le village de résidence : les risques de pluriactivité sont moindres à Tsarahonenana et Amboniandrefana et nettement plus élevés à Ampitatafika. Les villages où les ménages diversifient le moins leurs activités sont ceux qui sont les plus éloignés (en temps) de la route goudronnée et donc des possibilités de se rendre notamment dans les deux grandes villes proches (Antananarivo et Antsirabe). Inversement, le village d'Ampitatafika est sur le bord de la route, c'est le centre administratif de la commune où sont concentrés les rares services communaux.
- La deuxième variable est la superficie des terres possédées et exploitées par les ménages, plus ils ont des petites exploitations, plus ils diversifient leur revenu. Dans différentes zones rurales à Madagascar, l'accès à la terre est très nettement associé au risque de pauvreté et les stratégies mises en place pour contourner cet obstacle majeur à la constitution de moyens d'existence corrects passent par la diversification des activités (Gondard, 2005). La diversification des activités dans ce contexte apparaît très clairement comme une « parade à la crise » : à Ampitatafika, comme ailleurs dans d'autres communes rurales malgaches, « loin de s'accrocher à leurs rizières, les petits paysans déploient leur ingéniosité dans la recherche quotidienne de sources, aussi menues soient-elles, de revenus monétaires » (Pellissier, Sauter, 1994, p.9).

Les activités pratiquées en dehors des exploitations familiales vont bien évidemment dépendre des opportunités. Les individus vivant au bord de la route dans le village d'Ampitatafika vont bénéficier des arrêts des *Taxis Brousse* (qui relie la capitale ou Sud du pays) pour développer des petits commerces ou services aux voyageurs. De même, l'exploitation actuelle d'une carrière dans la commune permet à un nombre non négligeable de

<sup>3</sup> À la date de l'enquête, 10 000 Fmg s'échangeait à 1,5 euro.

familles vivant à proximité de pouvoir bénéficier d'un revenu monétaire. Une autre source importante de revenus est les emplois en migration.

TABLEAU 3 : RÉPARTITION DES SALARIÉS AGRICOLES (6 ANS ET +) SELON LE NOMBRE DE JOURS DE TRAVAIL SALARIÉ AU COURS DES 12 MOIS PRÉCÉDANT L'ENQUÊTE ET SELON LE LIEU PRINCIPAL DE TRAVAIL PAR SEXE

	Homme	Femme	Total
<i>Nombre de jours travaillés</i>			
1-10 jours	21,8%	28,1%	24,8%
11-30 jours	25,1%	29,4%	27,2%
31-90 jours	29,7%	24,2%	27,0%
Plus de 90 jours	23,4%	18,3%	21,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%
<i>Lieu de travail</i>			
Fokontany de résidence	90,5%	90,7%	90,6%
Autre fokontany de la Commune	7,6%	8,3%	8,0%
Hors de la Commune	1,9%	1,0%	1,5%
Total	100,0%	100,0%	100,0%
Effectifs	747	686	1433

Source : Enquête référence, programme 4D, 2003

TABLEAU 4 : RISQUE RELATIF POUR UN MÉNAGE D'AVOIR UN REVENU AGRICOLE REPRÉSENTANT 50% OU MOINS DU REVENU TOTAL DES 12 MOIS PRÉCÉDANT L'ENQUÊTE

	ODDS RATIO
<b>Village de résidence</b> (Tsimabebarona)	
Amboalefoka	0,597
Ambohitarabe	0,624
Amboniandrefana	0,369***
Amorona Fierenana	1,500
fkt Ampitatafika	2,614***
Mananetivohitra	0,581
Masoandro	1,173
Tsarahonenana	0,404***
<b>Taille de l'exploitation agricole en propriété</b> (Plus de 5 hectares)	
[0 ; 1,525[ hectares	2,329***
]1,525 ; 2,6000[ hectares	1,885***
[2,600 ; 5,000[ hectares	1,128

\*\*\* significatif à 0,001

Source : Enquête référence, programme 4D, 2003

### La place de la migration dans les stratégies de pluriactivité et de diversification des revenus à Ampitatafika

La mobilité à plus ou moins long terme d'une partie de la population d'Ampitatafika s'avère souvent inéluctable en raison de la pauvreté, du manque d'opportunités locales de travail et de la pénurie de terres. L'exiguïté des parcelles, la saturation de l'espace productif, le manque de fertilité de terre et le manque d'intrants, tous ces éléments ont pour conséquence une productivité et des rendements agricoles insuffisants pour faire vivre l'ensemble des

membres d'une famille des seuls revenus de l'agriculture. À l'exception du salariat agricole, les emplois rémunérés sont rares alors que le processus de monétarisation de l'économie se diffuse rapidement. La migration s'inscrit alors dans un processus stratégique de diversification des sources de revenus. Comme dans beaucoup d'autres zones rurales africaines, « ceci se fait en déployant une gamme d'activités différentes et/ou en envoyant certains membres de la famille dans d'autres lieux, de préférence là où les risques ne sont pas les mêmes que dans la zone de départ » (Guilmoto et al., 2000, p.114). La complémentarité des revenus des enfants partis pour de longues périodes et celui du chef de ménage tiré de migrations saisonnières permet au ménage de survivre.

### La migration des chefs de ménage

Seize pour cent de l'ensemble des chefs de ménage ont migré sur des périodes allant de plus d'un mois à moins de six mois, au cours de l'année précédant l'enquête. Parmi eux, plus de 70% des chefs de ménage qui ont migré, sont partis pour des raisons économiques. En revanche, lorsqu'ils partent pour des courtes durées (moins d'un mois), les raisons sont plus sociales (fête et cérémonies, visite à la famille...) qu'économiques.

La migration de travail apparaît être planifiée en fonction des activités agricoles familiales. La priorité reste pour les familles leur propre production en riz. Ainsi, durant les périodes de grands travaux agricoles qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre, les chefs de ménages restent à Ampitatafika, quelques soient les opportunités de travail en migration.

À Ampitatafika, en dehors de ces grandes périodes d'activités, les hommes chefs de ménage sont alors en mesure d'aller vendre leur force de travail dans d'autres régions agricoles déficitaire en main-d'œuvre. La période de récolte du riz s'échelonne sur plusieurs mois à travers la Grande île selon les climats. Les paysans attendent la fin de leurs propres récoltes de riz, vers les mois de février-mars pour partir en migration.

Les migrations des chefs de ménage se font donc principalement vers des régions agricoles. La destination varie selon les opportunités. Auparavant certains paysans partaient dans la plaine du Lac Alaotra (un des greniers à riz de Madagascar), mais le prix du transport était élevé (de gros camions viennent chercher les salariés agricoles sur la place du marché pour les emmener sur les lieux de travail) et les migrants ont petit à petit préféré se rendre vers la plaine de la Betsiboka où les salaires étaient meilleurs et les frais de transport moindres.

Lorsque les migrations sont organisées, le salaire est commun et les journaliers se le partagent à la fin de la campagne agricole. Lors de la récolte de 2004 par exemple, les saisonniers du village de Masoandro ont gagné environ 600 000 Fmg par personne pour deux mois et demi de travail environ, soit près du double de ce qu'ils avaient gagné les années passées au Lac Alaotra. S'ils avaient pratiqué la même activité dans leur village, si tant est qu'il y eut une offre de travail pour l'ensemble des travailleurs, leurs revenus auraient été 2,5 fois plus faibles. Sans compter les repas matin et soir qui seraient restés à leur charge alors qu'en migration, ils sont logés et nourris par leurs employeurs durant toute la période des récoltes. Ils préfèrent en outre effectuer les 100km (jusqu'à Ankazobe) ou 250km (jusqu'à Maevatanana) à pied afin de réduire les coûts à leur minimum.

Il faut remarquer qu'à Ampitatafika – comme dans beaucoup d'autres régions du monde en développement – que les flux migratoires sont organisés d'une part en fonction de l'offre d'emploi, et d'autre part, que le choix des migrants en terme de destination dépend de leurs réseaux sociaux ou familiaux. Par exemple, à Masoandro en 2004, une dizaine de chefs de ménage de 28 à 45 ans, issus du même lignage (frères, beaux-frères oncles ou neveux), ont rejoint des exploitations rizicoles à Ankazobe puis à Maevatanana au nord de la capitale, dans la plaine de la rivière Betsiboka. Le mariage d'une jeune fille de Masoandro avec un homme originaire d'Ankazobe a permis à ce réseau migratoire de voir le jour. Depuis 2001, des parents

de cette migrante « définitive » partent grâce à elle travailler dans le nord de l'île. Elle prépare avec son mari l'arrivée des saisonniers d'Ampitatafika et les recommandent aux paysans qui ont besoin de main-d'œuvre agricole. Sans cette organisation, les salariés agricoles ne parviendraient certainement pas à trouver des emplois dans des régions aussi éloignées. « Les réseaux ou filière migratoire constituent le support le plus solide pour le maintien des flux migratoires. Nous considérons ainsi le réseau comme une infrastructure sous-tendant les échanges. Les migrants auront recours à des réseaux à différentes étapes de leurs cheminements : soutien au projet migratoire, identification des destinations et périodes propices, avance des frais de déplacement, hébergement et insertion professionnelle dans le milieu de destination, échanges matériels et immatériels avec le village d'origine » (Guilmoto et al., 2000, p.120).

TABLEAU 5 : RISQUE RELATIF POUR UN CHEF DE MÉNAGE D'AVOIR MIGRÉ AU COURS 12 MOIS PRÉCÉDANT L'ENQUÊTE (MIGRATION POUR CHERCHER UN EMPLOI)

	ODDS RATIO
<b>Sexe du chef de ménage</b>	
(Femme)	
Homme	9,706***
<b>Village de résidence</b>	
(Amboniandrefana)	
Tsimabeharona	0,640
Tsarahonena	0,399**
Masoandro	0,788
Mananetvohitra	0,638
Fkt Ampitatafika	0,776
Amorona	0,626
Ambohitarabe	0,727
Amboalefoka	0,632
<b>Niveau d'Études</b>	
(Secondaire ou supérieur)	
Aucun	0,493**
Primaire	1,069
<b>Alphabétisation</b>	
(Ne pas savoir lire)	
<b>Savoir lire</b>	1,629***

\*\*\* significatif à 0,001

\*\* significatif à 0,005

Quels chefs de ménages qui sont les plus enclins à migrer ?

Tout d'abord, les hommes chefs de ménage sont nettement plus exposés au risque de migrer que les femmes (tableau 5). Les femmes chefs de ménage vivent dans près de 85% des cas sans conjoint. Elles sont célibataires, veuves ou divorcées. Elles sont donc chargées seules de subvenir aux besoins de leur foyer, d'autant qu'elles sont plus de la moitié à avoir en charge au moins un enfant de moins de 13 ans ou scolarisé. Elles peuvent donc difficilement s'absenter et laisser sans revenus les membres de leur famille. À l'opposé, les hommes chefs de ménage sont dans plus de 90% des cas mariés ou en union. Aussi, lorsqu'ils partent en migration, leur conjointe devient alors chef de ménage et chef d'exploitation.

Ensuite, le niveau d'alphabétisation joue aussi un rôle important dans la probabilité qu'ont les hommes chefs de ménage de migrer (tableau 5). Les paysans qui savent lire et écrire, qui ont eu l'opportunité de fréquenter le collège ont une facilité plus importante à trouver en

emploi en dehors de la commune et ont moins d'appréhensions ou de réticences à quitter leur village.

La dernière variable qui détermine la probabilité pour les paysans de migrer, est leur fokontany de résidence. Comme pour l'intensité de la diversification, le village de Tsarahonenana se distingue : les individus qui y résident sont significativement moins enclins que les autres à migrer.

Les revenus issus de ces migrations leur permettent généralement de rembourser les emprunts qu'ils ont contractés lors de la période de soudure précédente, emprunts ont servis à acheter du riz, lorsque leurs réserves se sont trouvées épuisées. Certains peuvent investir modestement dans leur exploitation familiale, mais l'argent sert d'abord aux produits de première nécessité, à la scolarisation des enfants ou aux frais de santé.

Ainsi, au niveau micro local, les migrations des chefs de ménage sont donc de courtes durées, saisonnières, dépendantes du calendrier agricole de la zone de départ et d'arrivée mais pour la plupart des chefs de ménage la priorité reste la production locale de riz pour leur consommation.

### La migration des enfants

Le départ en migration des enfants des chefs de ménage entre aussi dans des stratégies de diversification des sources de revenus des ménages. Alors que la migration des chefs de ménage était principalement temporaire, saisonnière, la migration des enfants s'inscrit dans le long terme. Lorsque les enfants quittent leur famille, vers 18,5 ans en moyenne<sup>4</sup>, 3 enfants sur 4 envoient de l'argent à leurs parents restés au village. Ils sont aussi près 70% envoyer des cadeaux. Quarante pour cent des ménages enquêtés comptent au moins un enfant migrant et dans chacun de ces ménages, on recense en moyenne 4 enfants partis vivre en dehors de la commune d'Ampitatafika.

Toutefois, il est nécessaire de distinguer les différents motifs de départ des enfants, entre 15 et 29 ans, selon leur sexe. Statistiquement, les filles ont une probabilité plus faible que leurs frères de quitter la commune. La migration des jeunes filles n'entre pas réellement dans un processus de diversification des sources de revenus, car elles partent dans la majorité des cas pour se marier.

La migration des jeunes hommes répond elle à des motivations économiques et se fait le plus souvent sous la contrainte dans un contexte de pénurie de terre. Il y a encore trois générations, dans les années 1950, lorsqu'un jeune homme se mariait, la superficie des terres dont il héritait de ses parents lui permettait de vivre avec sa famille. Les besoins monétaires étant plus limités, la production était essentiellement destinée à l'autoconsommation mais les ménages vendaient une petite partie de la récolte pour acheter les produits qu'ils ne pouvaient troquer. Les superficies des parcelles allouées par enfant au moment de l'héritage étaient suffisantes pour permettre à tous les enfants en âge de se marier de s'établir près de leurs parents. La situation est tout à fait différente aujourd'hui. Lorsque les jeunes hommes sont en âge de se marier et de fonder une famille, la surface de terres cultivables qui leur est réservée est dans la plupart des cas insuffisante pour subvenir à leurs besoins.

Dans une même fratrie, les aînés sont moins fréquemment migrants que les cadets. Les aînés restent traditionnellement les héritiers du patrimoine des ancêtres, et il leur revient la charge de continuer à exploiter les terres de leur père, même si les rendements sont récoltes sont médiocres. En revanche, les derniers de la fratrie, n'ont quant à eux pas d'obligation morale de rester sur la terre de leurs ancêtres, ils sont les plus enclins à migrer (tableau 6).

---

<sup>4</sup> Médiane = 18 ans et écart type = 6,1

TABLEAU 6 : RISQUE RELATIF POUR UN INDIVIDU – ENFANT DU CHEF DE MÉNAGE - D'AVOIR MIGRÉ (MIGRATION POUR CHERCHER UN EMPLOI)

	ODDS RATIO
<b>Sexe</b>	
Homme	
Fille	0,697**
<b>Village de résidence</b> (Tsimabeharona)	
Amboalefoka	1,302
Ambohitsarabe	1,353
Amboniandrefana	1,763
Amorona Fierenana	1,961
fkt Ampitatafika	1,460
Mananetivohitra	1,079
Masoandro	2,156***
Tsarahonenana	1,446
<b>Position dans la fratrie</b> (Ni cadet ni aîné)	
Aîné	0,884
Cadet	4,641**

\*\*\* significatif à 0,001

\*\* significatif à 0,005

Les individus issus du village de Masoandro ont une mobilité plus grande. La première destination des jeunes migrants est la capitale Antananarivo. Comme on a pu le remarquer ailleurs en Afrique, à Madagascar, « aujourd'hui, ce n'est plus seulement les emplois salariés qui incitent à la migration, mais aussi l'emploi informel. On a longtemps cru que ce dernier n'était que peu rémunéré, et qu'il ne pouvait être lui-même un facteur motivant la migration. Depuis quelques années cependant, on s'est rendu compte que les revenus du secteur informel peuvent être parfois beaucoup plus élevés que ceux des secteurs formels privés ou publics » (Golaz, 1997, p.54).

Comme pour les chefs de ménage, on trouve à Masoandro des réseaux de migration très bien organisés, avec comme relais dans le lieu de migration des familles originaires du même village. En témoignent ce groupe de 20 jeunes originaires de ce village qui sont partis aider de la famille à Sambava, région de la vanille sur la Côte Est. Leurs employeurs nés à Masoandro se sont spécialisés dans le commerce d'articles chinois et embauchent les jeunes de leur région d'origine.

Les migrations des chefs de ménage et celles des jeunes adultes ont des caractéristiques différentes (durée, destination, etc.) mais elles répondent à une même logique : la diversification des sources de revenus des ménages qui restent à Ampitatafika.

## Conclusion

La diversification des revenus *via* la migration en milieu rural malgache n'est certes pas un phénomène nouveau mais elle prend une toute autre ampleur dans un contexte de pression foncière importante et de paupérisation des campagnes. Les différentes crises traversées par le monde rural ces 20 dernières années ont généré « la mise au point de tactiques pour essayer de s'en sortir » (Rabearimanana, Ramamonjisoa, Rakoto, 1994, p. 161) et parmi ces tactiques les migrations de travail occupent une place importante. La mobilité temporaire des chefs de ménage répond à une logique de maximisation des chances d'obtenir un revenu, tandis que le

départ pour des durées indéterminées de leurs enfants traduit un moyen de minimiser les risques de pauvreté.

Jusqu'à aujourd'hui à Ampitatafika, la priorité pour les paysans reste la sécurité alimentaire et donc la production de riz. Dans les stratégies de survie des ménages, la migration ne fait jamais au dépend de l'exploitation familiale. Elle est organisée en fonction du calendrier culturel de la commune d'Ampitatafika. Les hommes semblent ne s'absenter que « sous la contrainte » pour certain, dans des perspectives d'investissement pour d'autres. Dans tous les cas, la migration répond à des besoins monétaires et lorsque leur départ ne nuit pas à leur production agricole familiale. Quant aux migrations des jeunes adultes, sans charge de famille, on peut effectivement se demander dans quelle mesure elles ne sont pas le signe d'un changement important. Il s'agit très probablement de migrations définitives. Les jeunes, partis travailler en ville dans des activités formelles ou informelles, ne reviendront probablement jamais vivre à Ampitatafika. La pression sur le foncier est telle qu'ils ne peuvent avoir aucun espoir de vivre des terres de leurs ancêtres. Les résultats des enquêtes suggèrent d'ailleurs que les enfants se spécialisent selon leur rang de naissance dans la fratrie : les aînés resteraient à Ampitatafika cultiver la terre familiale et les plus jeunes, non doté de capital foncier migreraient à la recherche d'autres activités rémunératrices. La diversification des revenus *via* la migration ne serait alors plus seulement une stratégie de survie mais une transition douce vers l'abandon de l'agriculture chez une partie des jeunes générations.

Les familles d'Ampitatafika s'y résignent et s'y préparent. La scolarisation massive des enfants (plus de 90% des enfants de moins de 13 ans sont scolarisés dans la zone d'enquête) entre dans cette stratégie. En milieu rural malgache comme dans beaucoup d'autres régions en développement, l'investissement dans le capital humain est une condition importante à l'accès à des activités non agricoles rémunératrices (Hazell, 2003).

## BIBLIOGRAPHIE

- ADNAN S., 1997, « Baisse de la fécondité en situation de pauvreté absolue : aspects paradoxaux du changement démographique au Bangladesh », in J.C. Chasteland et J.C. Chesnais (eds.) *La population du monde. Enjeux et problèmes*, PUF/INED, Paris, Travaux et Documents n°139, pp.41-77.
- BOSC P-M., LOSCH B., 2002, *Les agricultures africaines face à la mondialisation : le défi d'une autre transition*, OCL, vol. 9, p.402-408
- BELIÈRE J-F., BOSC P-M., FAURE G., FOURNIER S., LOSCH B., 2002, *Quel avenir pour les agricultures familiales d'Afrique de l'Ouest dans un contexte libéralisé ?*, International Institute for Environment and development, Dossier n°113, 46p.
- ELLIS F., 2000, « The determinants of rural livelihood diversification in developing countries », *Journal of Agricultural Economics*, Nottingham University, volume 51, n°2, pp.289-302.
- Cain M.**, MC NICCOL G., 1988, « Population growth and agrarian outcomes » in R. Lee et al., *Population, Food, and Rural Development*, Oxford, Clarenton Press, pp.101-117.
- GUILMOTO C. Z., SANDRON F., 2000, « La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement », in *Population*, n°55 (1), pp.105-136.
- GOLAZ V., 1997, « Les migrations internes au Kenya, 1979-1989 », in *Documents et manuels du CEPED*, n°6, EHESS-INED-ORSTOM-Université Paris VI, Paris, 120p.

- GONDARD-DELCROIX C., 2005, *Dynamiques de la pauvreté en milieu rural malgache, Document de travail, Centre d'Économie du Développement, IFREDE, GRES, Université de Bordeaux IV*, 33 pages.
- HAZELL, P., 2003, *Is there a future for small farms ?* Plenary paper prepared for the 25th International Conference of Agricultural Economists, Durban, South Africa, August 16–23
- LOCOH T., 1988, « Structures familiales et changements sociaux », in D. Tabutin (Ed.), *Populations et sociétés en Afrique au Sud du Sahara*, Paris, L'Harmattan, pp. 421-440.
- VIGNIKIN K., 2000, « Déséquilibre agricole et comportements démographiques des ménages », in M. Pilon, A. Guillaume (eds), *Maîtrise de la fécondité et planification familiale au Sud*, Paris IRD Éditions, p.111-125.
- PATERNOSTRO S., RAZAFINDRAVONONA J., STIFEL D., 2001, *Changes in poverty in Madagascar : 1993-1999.*, World Bank Africa Region, Working Paper Series, No. 19. Washington, DC.
- RABEARIMANANA g., RAMANONJISOA J., RAKOTO H., 1994, *Paysannerie malgache dans la crise*, Karthala, 385 p.
- RANDRIANARISOA C., MINTEN B., 2001, *Agricultural production, agricultural land and rural poverty in Madagascar*, Antananarivo, Madagascar. Mimeo.